

## Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Protection de la population et tranquillité publique

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

#### Absents :

Patricia MIRALLES.

## Instauration d'une Réserve Communale de Sécurité Civile dans le cadre du Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier - Approbation

Monsieur Yvan NOSBE, Conseiller municipal, rapporte :

Le territoire de la Ville de Montpellier est soumis à différents risques et menaces majeurs, tels que les phénomènes météorologiques (pluie-inondation, orages, canicule, grand froid, neige...), incendies de forêt et transport de matières dangereuses.

Deux Plans de Prévention des Risques naturels (PPR) ont été élaborés par l'Etat :

- PPR inondation de la Vallée du Lez et de la Mosson (date d'approbation : 13/01/2004) ;
- PPR incendie de forêt (date d'approbation : 30/10/2008).

Le Plan de Prévention des Risques est un des instruments essentiels en matière de prévention des risques, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Cependant, les retours d'expériences des événements passés, comme la prospective des événements futurs, avec des épisodes caniculaires et méditerranéens toujours plus intenses, montrent l'importance de la résilience du territoire et la préparation à la gestion de crise d'une collectivité, tant par les pouvoirs publics que par la population, en tant que citoyen acteur de sa propre sécurité.

A cette fin, la Ville dispose d'un document de planification opérationnelle, le Plan Communal de Sauvegarde (PCS). Celui-ci définit, sous l'autorité du maire, l'organisation de sécurité civile prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus.

Dans une démarche de participation citoyenne et de solidarité en situation de crise, la Ville souhaite instaurer

une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC). Cet outil, mis à disposition des maires, est régi par le Code de la sécurité intérieure (articles L.724-1 à L.724-14).

La Réserve Communale de Sécurité Civile a vocation à intervenir pour des actions de prévention, de mission de sauvegarde pendant et post-événement, dans le seul champ des compétences communales.

Elle ne vise en aucune manière à se substituer ou à concurrencer les services publics de secours et d'urgence. De la même manière, ses actions sont complémentaires et respectueuses de celles des associations de sécurité civile, caritatives, humanitaires ou d'entraide.

Elle se compose de bénévoles, généralement engagés sans critères particuliers, ni conditions d'âge ou d'aptitudes physiques. Chaque bénévole signe obligatoirement un acte d'engagement (de 1 à 5 ans renouvelable). Cet acte lui procure une protection juridique équivalente au statut de collaborateur occasionnel du service public avec des garanties sociales et des devoirs. Il ne s'agit pas d'un contrat de travail ou d'un contrat d'engagement au sens militaire. L'activité du réserviste au sein de la Réserve Communale de Sécurité Civile ne peut excéder 15 jours ouvrables par an.

Une étude permettra de définir dans les prochains mois les prérequis et préparation nécessaires à la mise en œuvre de la Réserve Communale de Sécurité Civile, qu'ils soient d'ordre administratif, technique, opérationnel, communicationnel ou juridico-financière. Les missions, les limites d'intervention, les modalités ainsi que les conditions d'engagement de la Réserve Communale de Sécurité Civile seront définies dans un règlement intérieur et dans le Plan Communal de Sauvegarde, en concomitance avec son évolution et l'intégration de nouvelles dispositions spécifiques.

Des partenaires privilégiés seront sollicités pour mener à bien cette action collective comme le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise en projet d'une Réserve Communale de Sécurité Civile (RCSC), appelée également réserve citoyenne ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

**Fait à Montpellier, le 14 octobre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 15 octobre 2020**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.